Les Islandais se détournent de l'Europe qui les accueille

19/06/2010 à 10h00

Les dirigeants des pays de l'Union européenne ont décidé jeudi d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Islande, moins d'un an après le dépôt de la candidature de l'île.

Ce 17 juin marque le 66ème anniversaire de l'indépendance de l'Islande. Mais il est aussi le jour où elle obtient le statut de candidat officiel à l'Union européenne. Une nouvelle étape vers l'adhésion qui intervient dans un contexte délicat : si, parmi les Européens, le soutien est «*solide*» en faveur de Reykjavik, en Islande, l'UE est loin de faire l'unanimité. «*Il s'agit d'une société postcoloniale !*», s'exclame Eirikur Bergmann, professeur de sciences politiques à l'université de Bifröst. «*Il nous est difficile de rejoindre l'"ennemi", ces Européens qui ont parfois été très intransigeants avec nous.*»

Même la coalition au pouvoir depuis février 2009 est partagée : entre les sociaux-démocrates, proeuropéens, et les «*gauche-Verts*», eurosceptiques. Mais les premiers ont convaincu les seconds d'ouvrir au moins les négociations.

> ***Les 307.000 Islandais, déjà amarrés à l'Espace économique européen et à Schengen, appliquent près des trois quarts des lois de l'Union. Alors pourquoi faire le dernier pas ? Fin 2008, tandis que leur économie s'effondrait, les Islandais ne voyaient pas d'autre choix. Aujourd'hui, alors que le contentieux avec Londres et La Haye sur la banque Icesave n'est toujours pas réglé, ils sont bien plus réservés : plus de 60% d'entre eux voteraient contre une éventuelle adhésion.***

Pis : selon un tout récent sondage, 57% des Islandais réclament carrément le retrait de la candidature à l'UE ! Un groupe de députés de plusieurs partis vient même de déposer une motion en ce sens au Parlement. Pour les deux tiers de la population, les 990 millions de couronnes dédiées au processus d'accession seraient plus utiles ailleurs…

Habitués au plein-emploi, les Islandais s'affolent devant leur taux de chômage qui dépasse les 8%. «*Mais ils sont encore plus effrayés quand ils voient les indicateurs européens et la crise grecque !*», souligne Gylfi Arnbjörnsson, président de la Confédération du travail, qui rassemble les syndicats des employés.

Sortir du marasme

Au premier trimestre, l'économie a continué de sortir, tout doucement, du marasme. Les exportations et la consommation sont reparties. «*Nous espérons renouer avec une croissance positive dès l'an prochain*», indique le ministre des Affaires économiques, Gylfi Magnusson. «*L'Islande serait le pays membre le plus petit, le moins peuplé et le plus excentré*», explique-t-on au ministère des Affaires étrangères. «*Mais, avec un PIB par habitant plus élevé que la moyenne européenne et un taux de chômage similaire, nous serions un contributeur net. Tout de suite.*» Raison de plus pour négocier serré.

«*Vous ne trouverez pas ici d'"esprit européen"*», regrette Andres Petursson, président de l'organisation proeuropéenne Evropusamtökin. «*Tout est ramené à la rationalité, à ce que l'UE pourrait faire pour nous.*»

Le principal obstacle reste la pêche. Depuis la crise, ce secteur, qui a rapporté l'an dernier plus de 550 millions d'euros et représente 36,6% des exportations de l'île, semble être le seul – avec le tourisme, dopé par la chute de la couronne -, à résister. Si l'île devenait membre de l'Union, les pêcheurs islandais devraient accueillir des chalutiers

européens dans leurs eaux, respecter les quotas, abandonner la pêche à la baleine et faire de la place aux investisseurs étrangers. «*Pour maintenir notre système de protection sociale, nous avons besoin de contrôler nos ressources naturelles*», martèle Pall Vilhjalmsson, secrétaire général de l'organisation anti-UE Heimssyn.

«*Il s'agit de l'un des candidats les plus chevronnés, confie une source européenne proche des négociations. Les Islandais sont très diplômés, bien organisés, indépendants d'esprit… Mais le revers, c'est qu'ils savent ce qu'ils veulent !*»

Ils savent surtout ce dont ils ne veulent pas. Lors des élections municipales du mois dernier, les quatre principaux partis ont été balayés dans l'ensemble du pays. À Reykjavik, le nouveau maire est un célèbre comique, Jon Gnarr, fondateur du Meilleur Parti, qui promet de rendre la capitale «*plus drôle*». «*C'est le début de la fin pour les quatre partis politiques*», a réagi le premier ministre social-démocrate, Johanna Sigurdardottir. «*C'est la défaite du système politique dans son ensemble*», analyse Egill Helgason, présentateur à la télévision publique, évoquant le «*désarroi absolu*» des Islandais et leur «*manque de confiance en la classe politique*». «*La candidature à l'UE est une cause de frictions supplémentaire*», conclut-il. «*Dans l'état où est la population, difficile de penser que cela mène à autre chose qu'un non retentissant.*»

Le Figaro